
**COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU VALLON DE L'ARTOLIE**



**PROJET PREALABLE DE RESTAURATION DU
BASSIN VERSANT DE L'ARTOLIE**



**RAPPORT DE PHASE 3
PROGRAMME D'ACTIONS**

NOVEMBRE 2006
N°4310038



SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
1. LUTTER CONTRE LES INONDATION ET MAITRISER L'OCCUPATION DU SOLS	3
1.1 TRAVAUX HYDRAULIQUES : REDIMENSIONNEMENT, REHABILITATION, AMENAGEMENT, SURVEILLANCE ET ENTRETIEN.....	3
1.2 LIMITER L'URBANISATION EN BORDURE DES COURS D'EAU	6
1.3 CONTROLER LES APPORTS D'EAUX PLUVIALES	7
1.4 FAVORISER LES PRATIQUES CULTURALES LIMITANT LE RUISSELLEMENT	8
2. ASSURER LA GESTION PERENNE ET COHERENTE DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE – CONNAITRE ET PRESERVER LA QUALITE DE L'EAU.....	10
2.1 RESTAURATION, ENTRETIEN ET SURVEILLANCE PLURIANNUELS DU LIT ET DE LA RIPISYLVE	10
2.2 ACTUALISATION ET SUIVI DE LA QUALITE D'EAU	13
2.3 IDENTIFICATION ET RESORPTION DES SOURCES DE POLLUTION INDUSTRIELLES	15
2.4 MAITRISE ET TRAITEMENT DES REJETS DOMESTIQUES.....	17
2.5 MAITRISE ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS VINICOLES	18
2.6 MISE EN PLACE D'UNE PROTECTION RAPPROCHEE DES COURS D'EAU.....	20
3. PRESERVER ET VALORISER LA QUALITE BIOLOGIQUE DES COURS D'EAU	21
3-1 PRESERVER LA DIVERSITE DES HABITATS ET METTRE EN PLACE UNE GESTION PISCICOLE ADAPTEE	21
3.2 FAVORISER LA PRATIQUE DE LA PECHE.....	23
4. REDONNER A LA RIVIERE UNE PLACE DANS LE CADRE DE VIE DES HABITANTS DU BASSIN VERSANT	24
4.1 ORGANISER LA DECOUVERTE DU PATRIMOINE NATUREL ET PAYSAGER DU BASSIN VERSANT.....	24
4.1.1. Valorisation des marais.....	24
4.1.2. Cheminement le long du lit mineur.....	25
4.1.3. Création de liaisons intercommunales	25
OBJECTIF F « FONCTIONNEL » FAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES UNE INSTANCE FEDERATRICE	26
F1. SE Doter de COMPETENCES TECHNIQUES.....	27
FINANCEMENT ET SUBVENTIONS.....	29

LISTE DES FIGURES

Localisation des tronçons et des travaux

LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Guide pratique Agence de l'Eau Adour-Garonne – Chambre d'Agriculture
- Annexe 2 : Modalités d'intervention du Conseil Général et du Conseil Régional en faveur des chais viticoles
- Annexe 3 : Guide technique de l'entretien régulier des rivières (page de garde pour référence)
- Annexe 4 : Programme d'entretien et de travaux du réseau hydrographique

INTRODUCTION

Le plan d'actions repose sur la proposition de quatre objectifs techniques, classés en fonction de leur degré de priorité et de leur importance stratégique,

Quatre objectifs d'ordre technique :

- Maîtriser l'occupation du sol et lutter contre les inondations,
- Assurer la gestion pérenne et cohérente du réseau hydrographique en termes d'entretien du lit et des berges - Connaître et préserver la qualité de l'eau (par rapport à ses usages),
- Préserver et valoriser la qualité biologique des cours d'eau (par rapport à sa fonction écologique et piscicole),
- Redonner à la rivière une place dans le cadre de vie des habitants du bassin versant.

Objectifs	Priorité	Buts poursuivis	Actions à mener au niveau de la Communauté de Communes
<p>Lutter contre les inondations</p> <p>Maîtriser l'occupation du sol</p>	1	<p>Garantir le bon écoulement des eaux Limiter les zones inondables urbanisées</p> <p>Minimiser les incidences liées à l'urbanisation et à l'extension du vignoble</p>	<p>1.1 Travaux hydrauliques de rétention en amont des zones urbaines - Maintien de zones naturelles d'inondation - Dimensionnement adéquate des ouvrages hydrauliques</p> <p>1.2 Contrôler les apports d'eaux pluviales</p> <p>1.3 Limiter l'urbanisation en bordure des cours d'eau</p> <p>1.4 Favoriser les pratiques culturales en bordure des cours d'eau</p>
<p>Assurer la gestion pérenne et cohérente du réseau hydrographique et de ses annexes</p> <p>Connaître et préserver la qualité de l'eau</p>	2	<p>Maintenir et/ou rétablir le bon état du lit et des berges Maintenir et/ou rétablir un couloir végétal aux abords des cours d'eau</p> <p>Acquérir une meilleure connaissance de la qualité des eaux et des sources de pollution Contrôler les pollutions ponctuelles et diffuses</p>	<p>2.1 Entretien et surveillance pluriannuels du lit et des berges</p> <p>2.2 Mise en place et suivi des mesures de la qualité de l'eau</p> <p>2.3 Identification et résorption des sources de pollution industrielles</p> <p>2.4 Maîtrise et traitement des rejets domestiques</p> <p>2.5 Maîtrise et traitement des effluents vinicoles</p> <p>2.6 Mise en place d'une protection rapprochée des cours d'eau</p>
Préserver et valoriser la qualité biologique des cours d'eau	3	<p>Maintenir et préserver le potentiel biologique Valoriser les potentialités halieutiques et piscicoles des principaux cours d'eau</p>	<p>3.1 Préserver la diversité des habitats et mettre en place une gestion piscicole adaptée</p> <p>3.2 Favoriser la pratique de la pêche</p>
Donner à la rivière une place dans le cadre de vie	4	<p>Valoriser le patrimoine naturel et bâti associé à la rivière et à son bassin versant Créer un réseau intercommunal de chemins de découverte</p>	<p>4.1 Organiser la découverte du patrimoine naturel et paysager du bassin versant</p>

1. LUTTER CONTRE LES INONDATIONS ET MAITRISER L'OCCUPATION DU SOLS

1.1 Travaux hydrauliques : redimensionnement, réhabilitation, aménagement, surveillance et entretien

Outil réglementaire

Plan de Prévention des Risques prescrit pour les communes riveraines de Garonne, Dordogne et Gironde.

Article L.211-7 du Code de l'Environnement, pour l'habilitation donnée aux collectivités territoriales et aux syndicats d'entreprendre des travaux présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

Mesure D3 du SDAGE : il est recommandé que par l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme, l'occupation du sol soit rendu compatible avec les risques d'inondation.

Mesure D10 du SDAGE : il est rappelé aux collectivités la nécessité d'entretenir les endiguements existants.

Maître d'ouvrage / Partenaires

Communes, Communauté de Communes, riverains

Programme d'actions

Stockage en rive droite au Nord de Sadran :

- Assurer une rétention d'environ 10 000 m³ avec un débit de fuite de l'ordre de 1,5 m³/s : ce dimensionnement permet d'avoir un débit décennal voisin de 7,2 m³/s à l'ouvrage de Paillet sur la RD 10 pour un débit capable de l'ouvrage d'environ 7,5 m³/s.

Surveillance régulière des ouvrages :

- relever toute modification du tracé du lit (contournement ou amorce, brèche,...),
- relever toute modification d'ouvrage (seuil détruit, murs de soutènement de berges tombés dans l'eau,...),
- rénovation d'ouvrages

Inondation des secteurs urbains :

- conservation des zones inondables sur des terrains nus existants,
- limitation du débit sur les zones urbaines,
- redimensionnement de busages existants adaptés au débit transité sur des secteurs à enjeux.

Moyens à mettre en oeuvre

Pour les gros travaux (stockage ou redimensionnement) :

Elaborer un cahier des charges par le maître d'œuvre et faire exécuter les travaux par une entreprise spécialisée (avec une étude complète de Maîtrise d'Oeuvre).

Pour le redimensionnement de busage existant ou la réhabilitation :

- * Les ouvrages OH7 et OH9 sont sous dimensionnés mais contribuent à la rétention des flux en amont de secteurs urbains ;
- * Les ouvrages OH11, OH12 et OH13 dans la traversée du Bourg de Paillet sont sous dimensionnés : leur section d'écoulement devrait permettre un transit décennal voisin de 8 m³/s soit très nettement supérieur au débit actuel.
- * L'ouvrage OH21 semble présenter un gabarit limité (débit décennal de l'ordre de 3 m³/s pour une capacité actuel de 2,3 m³/s).

Rénovation d'ouvrages hydrauliques de franchissements routiers (seuls sont cités les principales dégradations d'ouvrages) :

- OH6 : Ancrage rive droite à reprendre,
- OH10 : Déchaussement (génie civil) de la voirie (tablier de l'ouvrage) sur la partie amont,
- OH16 : ancrage déchaussé en aval rive gauche (à surveiller, enjeux limités).

L'entretien et la surveillance pourront être effectués par le technicien de rivière, une fois par trimestre et après chaque crue.

Echéancier et priorités

La surveillance et l'entretien des ouvrages devront être effectués dès la mise en place du programme d'actions.

Les autres aménagements pourraient s'échelonner ainsi :

- 1 - Travaux de stockage (bassin de stockage de 10 000 m³ en crue) en amont de Paillet (de toute urgence du fait des enjeux très importants),
- 2 – Aménagement du coude à l'ouvrage OH12 : 1^{ère} année,
- 3 - Redimensionnement des ouvrages OH11 et OH13 et des passerelles situées en amont immédiat : 1^{ère} année,
- 4 - Rénovation des ouvrages OH6 et OH10 : 1^{ère} ou 2^{ème} année.

Chiffrage des actions (estimation sommaire)

Le coût de l'ouvrage de stockage de 10 000 m³ (comprenant la prise d'eau d'alimentation sous forme de déversoir, les ouvrages de vidange et de surverse, le terrassement, le génie civil...) peut être estimé à environ 130 000 Euros H.T. Ce prix ne comprend pas la réalisation des études préalables (étude de sol par exemple) éventuellement nécessaires ni les études réglementaires pour les autorisations de travaux (loi sur l'eau) et les acquisitions foncières nécessaires.

L'aménagement du coude à l'ouvrage OH12 pourrait être chiffré à environ 15 000 Euros H.T (modelage du terrain par terrassement et enrochements de protection).

Le coût d'un redimensionnement d'ouvrage (OH11 et OH13) et en regard du linéaire projeté du franchissement, coûterait approximativement de 10 000 Euros H.T (OH11) à 40 000 Euros H.T (OH13).

A titre indicatif, le renforcement d'un ancrage ou l'action sur du génie civil peut-être globalement compris entre 3 000 (OH6) et 25 000 Euros H.T (OH10).

Dans tous les cas, il s'agit bien là d'une estimation sommaire des travaux. Une approche plus fine devra être impérativement réalisée ultérieurement dans le cadre d'un cahier des charges et d'un dossier de Maîtrise d'Oeuvre par un bureau d'études spécialisé.

Partenaires financiers potentiels

Conseil Général de la Gironde, DIREN, Conseil Régional d'Aquitaine.

1.2 Limiter l'urbanisation en bordure des cours d'eau

Outil réglementaire

Autrefois, une servitude de passage pouvait être établie au titre du **Décret 59-96 du 07 janvier 1959** "relatif aux servitudes de libre passage sur les berges de cours d'eau non navigables". Elle instaurait une bande de libre passage sur la rive dans la limite d'une largeur de 4 m. Toute construction en bordure de berges était alors soumise à autorisation.

Or, ce Décret n'a été repris par aucune Loi, il se révèle donc caduque.

Actuellement, le seul outil réglementaire disponible est le **Plan d'Occupation des Sols** de la commune ou PLU, et le classement en zone " d'emplacement réservé " des bordures de cours d'eau. Aucune intervention n'est possible sur les zones bâties ou les secteurs déjà clos de murs.

Mesure D4 du SDAGE " Gestion des risques de crues et d'inondations " recommandant aux collectivités la mise en oeuvre d'une réglementation stricte de l'occupation des sols.

Enquêtes parcellaires.

Servitude de passage et d'entretien pendant la durée des travaux, codifiée par l'article 215-19 du Code de l'Environnement

Maître d'ouvrage / Partenaires

Communes / Communauté de Communes

Moyens à mettre en oeuvre

Appropriation et classement des bordures de cours d'eau en « emplacement réservé ».

Echéancier et priorités

Politique à mettre en oeuvre le plus rapidement possible et prioritairement sur les communes directement riveraines.

1.3 contrôler les apports d'eaux pluviales

Outil réglementaire

Article 10 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, **décrets d'application N° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993.**

Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en particulier la **rubrique 5.3.0** relative au " Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration ".

Mesure D4 du SDAGE " Gestion des risques de crues et d'inondations " recommandant aux collectivités la mise en oeuvre d'une réglementation stricte de l'occupation des sols.

Mesure D5 du SDAGE " Gestion des risques de crues et d'inondations " recommandant de limiter l'imperméabilisation des sols et de maîtriser l'écoulement des eaux pluviales.

Les Schémas d'Assainissement et collecte des eaux pluviales (article L2224-10)

Maître d'ouvrage / Partenaires

Communes / MISE (DDAF).

Programme d'actions

Etablir un porter à connaissance systématique de tout projet d'imperméabilisation auprès de la Communauté de Communes.

Moyens à mettre en oeuvre

L'analyse préalable à toute opération d'imperméabilisation doit examiner :

- . la sensibilité des milieux récepteurs,
- . les incidences du projet en terme de qualité d'eau et d'augmentation de débit,

Les solutions compensatoires à mettre en oeuvre doivent favoriser le plus possible la rétention ou l'infiltration sur place. Si l'infiltration in situ n'est pas possible, il faut envisager un stockage et une restitution progressive au milieu récepteur : création de bassin de rétention des eaux en amont des cours d'eau ou utilisation de techniques alternatives (chaussée à structure réservoir, tranchées ou fossés drainant...)

D'une manière générale, les communes doivent veiller à la bonne application des dispositions réglementaires lors de toute construction nouvelle de lotissements, zones d'activités...

Le pouvoir du maire ne sera effectif que si la gestion des eaux pluviales est clairement définie dans les règlements généraux et règlements d'assainissement du POS ou du PLU.

Echéancier et priorités

Porter à connaissance : court terme.

Dès maintenant, les communes doivent assurer une surveillance et s'assurer de la bonne gestion des eaux pluviales lors de l'élaboration ou de la modification de leur POS (PLU).

1.4 Favoriser les pratiques culturales limitant le ruissellement

Outil réglementaire

Article L.311-1 et suivants du code forestier relatif aux autorisations de défrichement et imposant la réalisation d'une étude ou notice d'impact. Les défrichements portant sur une superficie d'au moins 25 ha étant obligatoirement soumis à autorisation et donc à enquête publique.

Aucun outil relatif aux bonnes pratiques agricoles.

Une opération entrant dans le cadre de la **nomenclature du 29 mars 1993** modifiée par le décret n°2006-881 du 17 Juillet 2006 (loi sur l'eau) et pouvant être concernée ici est la réalisation de réseau de drainage (celui-ci devant au moins porter sur une superficie supérieure à 20 ha : **rubrique 3.3.2.0**).

Une opération entrant dans le cadre de la rubrique 2.1.5.0 liée aux rejets d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou souterraines.

Maître d'ouvrage / Partenaires

Exploitants viticoles / Céréaliers / Chambre d'Agriculture / DDAF / Communauté de Communes

Programme d'actions

Promouvoir :

- . la mise en place de capacités de rétention suffisantes après tout défrichement ou mise en culture afin de retenir l'eau le plus en amont possible, de limiter le ruissellement et les augmentations subites de débit en aval en favorisant les phénomènes d'infiltration.
- . la mise en œuvre de pratiques culturales limitant les phénomènes de ruissellement :
 - . l'enherbement des inter rangs,
 - . la conservation des éléments spatiaux concourant à freiner l'écoulement des eaux : talus, haies perpendiculaires au sens de la plus grande pente,
 - . le découpage du parcellaire de sorte que la plus grande longueur des blocs de culture soit perpendiculaire au sens de la plus forte pente,
 - . la création de "chemin d'eau" (larges banquettes herbeuses) en remplacement de simples fossés.
 - . le maintien, voire la réhabilitation de la ripisylve existante.
 - . la préservation d'une zone tampon végétalisée (bande enherbée) entre cours d'eau et cultures.

Moyens à mettre en oeuvre

- Etablir un « porter à connaissance » de toute opération d'imperméabilisation, de défrichement ou de mise en culture, auprès de la Communauté de Communes.

- Mettre en oeuvre des actions de sensibilisation et d'information auprès des viticulteurs. Une mobilisation est nécessaire sur l'ensemble du bassin versant.

- Formaliser l'ensemble des mesures à mettre en oeuvre sous forme d'une **"Charte de bonnes pratiques environnementales "** sur l'ensemble du bassin versant.

Echéancier et priorités

Moyen terme

Partenaires financiers potentiels

Possibilités de financement dans le cadre des mesures des "Contrats d'Agriculture Durable", conduits par la Chambre d'Agriculture.

2. ASSURER LA GESTION PERENNE ET COHERENTE DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE – CONNAITRE ET PRESERVER LA QUALITE DE L'EAU

2.1 Restauration, entretien et surveillance pluriannuels du lit et de la ripisylve

Outil réglementaire

Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et plus particulièrement **les articles L211-7 et L215-9 du Code de l'Environnement** relatif aux compétences des collectivités territoriales et syndicats mixtes en matière d'entretien et d'aménagement des cours d'eau.

Loi relative au renforcement de la protection de l'environnement du 2 février 1995

Mesure A 16 du SDAGE relative à l'entretien des cours d'eau.

Maître d'ouvrage / Partenaires

Communauté de Communes et propriétaires riverains.

Programme d'actions

Application du programme pluriannuel de travaux et d'entretien (cf. programme pages suivantes) :

- travaux de confortement des berges dans les secteurs les plus sensibles,
- gestion et entretien de la ripisylve,
- gestion des embâcles et des atterrissements,
- surveillance et maintenance des cours d'eau.

Moyens à mettre en oeuvre

Servitude d'entretien : une servitude de libre accès doit être instaurée pour permettre la réalisation des travaux.

L'intervention de la Communauté de Communes doit, avant toute chose, débiter par une campagne d'information et de sensibilisation auprès de l'ensemble des riverains.

Dans le cas où les riverains n'assurent pas les travaux d'entretien, et que la DIG est mise en place, ces derniers seront réalisés par la Communauté de Communes qui se substituera aux riverains. Les propriétaires sont alors tenus de laisser passer les agents et le matériel nécessaire à cette intervention.

Il est indispensable, avant d'engager toute intervention, d'informer, de sensibiliser et d'obtenir l'adhésion de tous.

Servitude de passage et de libre accès pour la surveillance du secteur.

Surveillance et suivi des travaux : mise en place d'une cellule "rivière" (cf. fiche F1).

Conseils techniques

Les travaux seront effectués depuis l'aval en remontant vers l'amont.

Les techniques d'intervention légères seront le plus possible favorisées.

La végétation adaptée en bordure de cours d'eau sera le plus possible conservée.

Tous les refus d'entretien (branchages, broussailles...) seront déposés en haut de berges, à l'abri des eaux. Si le propriétaire n'a pas l'intention de récupérer ces produits de coupe (délai de 15 jours à 1 mois), le maître d'ouvrage en devient propriétaire et est chargé de son évacuation.

Tous les déchets autres que végétaux seront systématiquement évacués et envoyés en décharge.

Dans les secteurs où des plantations sont à envisager, les jeunes plants seront choisis parmi les essences locales adaptées. Les peupliers, acacias et résineux sont à exclure pour leur mauvaise tenue de berge.

Tout déplacement d'engin non flottant dans le lit est interdit (sauf cas exceptionnels et dûment motivés).

On entend par arbres très fortement penchés les sujets penchés à plus de 40° (pour les aulnes, les chênes, les frênes...), à plus de 10 ° pour les peupliers.

Pour tout autre conseil technique : contacter la cellule CATER du Conseil Général (Cellule d'Assistance Technique pour l'Entretien des Rivières) et consulter le Guide Technique sur l'entretien régulier des rivières élaboré par l'Agence de l'Eau (Cf. références en annexe)

Chiffrage des actions

Ce chiffrage a été effectué sur la base des coûts moyens appliqués par les entreprises spécialisées dans les travaux en milieu aquatique :

- Opérations de type désensablement ou enlèvement d'embâcles ont été évaluées en nombre de jours de travail, sur la base d'un prix de journée de : 500 Euros H.T/jour.
- Renforcements de berges (enrochement, pieutage) : 150 Euros H.T / ml
- Plantations : 5 Euros H.T/ml

Les techniques végétales sont à privilégier (techniques douces) aux autres techniques plus dures et ayant plus d'impact pour l'environnement. Il s'agit là, pour tous les secteurs ou les conditions hydrauliques le permettront, d'agir sur les berges par méthode de tressage, de fascine, de bouture, d'ensemencement, de plantation, de mise en place de peigne...

La totalité de ces techniques sont détaillées dans le guide de protection des berges de cours d'eau en techniques végétales réédité par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement en 1999.

En ce qui concerne les opérations d'entretien et de surveillance le chiffrage correspond au coût de fonctionnement de la cellule Rivière (cf. fiche F1).

Partenaires financiers potentiels

Les partenaires financiers et taux de subventionnement figurent en fin de ce document (page 29).

La grille de lecture suivante permet de lire le programme fourni sous forme de tableaux en annexe 4

Cours d'eau	Cours d'eau et secteurs concernés par les interventions (n° secteur repris sur le plan joint)
Type d'intervention	T : Travaux relativement lourds, de restauration, de renforcement... à réaliser par une entreprise spécialisée (à l'exception des travaux de plantation) E : Entretien régulier du lit, des berges et de la ripisylve et des ouvrages S : Surveillance du lit, des berges et de la ripisylve et des ouvrages
Linéaire à traiter	Linéaire du cours d'eau concerné par l'intervention
Priorité	1 : action à réaliser la 1 ^{ère} année 2 : action à réaliser la 2 ^{ème} année N : action à réaliser la n ^{ème} année
Fréquence	P : intervention ponctuelle à renouveler seulement en cas de nécessité 1 : intervention à renouveler chaque année 2 : intervention à renouveler tous les 2 ans
Réalisation des travaux	ES : Entreprise Spécialisée TR : Technicien de Rivière

2.2 Actualisation et suivi de la qualité d'eau

Maître d'ouvrage / Partenaires

Communauté de Communes / Agence de l'Eau / Conseil Général

Programme d'actions

↳ **Acquérir les mesures de qualité d'eau sur les ruisseaux de l'Artolie, du Laubes et du Campareau.**

- Localisation des points de mesure

Bassin de l'Artolie : Ruisseau de l'Artolie	Bassin du Laubes : Ruisseau de Laubes	Bassin du Campareau : Ruisseau du Campareau
station amont : pont de Lipans (OH1) station centrale : pont de Sadran '(OH7) station aval : pont RD 120 Pitaut (OH11)	station centrale : Confluence Mansin et Laubes (aval OH20)	station centrale : Pont de la Pugate (OH16)

- Deux campagnes de prélèvement

- . printemps : période de hautes eaux
- . fin d'été : période d'étiage

- Deux types de mesures

- . une analyse physico-chimique mesurant les paramètres suivants :
 - . in situ : température, pH, conductivité, oxygène dissous,
 - . éléments organiques et particuliers : DBO5, DCO, MES,
 - . éléments azotés : NO3, NO2, NH4, N kjeldahl,
 - . éléments phosphorés : PO4, Ptotal,
- . une analyse hydrobiologique : IBGN(à faire en aval et en amont des stations d'épuration), paramètre " intégrant l'ensemble des caractéristiques du milieu (habitat, pollution, artificialisation) et très complémentaire des mesures physico-chimiques.

NB : La station aval de l'Artolie (OH11) pourrait être également équipée pour des mesures quantitatives. En effet, l'ensemble du réseau hydrographique du bassin versant de l'Artolie ne comporte pas de station de jaugeage. Cela nécessiterait la mise en place d'un limnigraphe avec enregistreur automatique, qui permettrait, couplé avec une courbe de tarage, de calculer :

- Q moyen journalier,
- Q instantané de crue,
- QMNA5.

Moyens à mettre en oeuvre

Suivi des campagnes et synthèse des données à assurer par la cellule "rivière" de la Communauté de Communes (cf. objectif de fonctionnement).
Mesures à réaliser par un organisme spécialisé.

Echéancier et priorités

	Année de mise en oeuvre	Fréquence
Campagnes de prélèvement et suivi	2 ^{ème} ou 3 ^{ème}	Tous les 2 ans

Chiffrage des actions

Prix unitaire des analyses

Analyse hydrobiologique	Analyse physico-chimique	Limnigraphe+préleveur Installation complète
600 €	550 €	7000 €

+ Coût de fonctionnement de la cellule Rivière (Cf. fiche F.1)

Partenaires financiers potentiels

Agence de l'Eau, DIREN, Conseil Général.

Pour le CG, soit l'aide se fait sous forme d'une subvention à la structure pour la réalisation ponctuelle de ces mesures, soit l'Artolie est intégrée au réseau RCD départemental et le CG en assure à 100% la maîtrise d'ouvrage et le financement.

En l'état des réflexions sur le RCD il semble que de nombreuses autres rivières seront prioritaires pour l'intégration à ce réseau.

2.3 Identification et résorption des sources de pollution industrielles

Outil réglementaire

Mesure B14 du SDAGE : "(...) l'objectif général est de diminuer fortement les rejets organiques et azotés et d'éliminer le plus rapidement et complètement possible les rejets toxiques."

Article L 432-2 du Code de l'Urbanisme (installations classées) interdisant le déversement dans les eaux superficielles de toute substance nuisible.

Décret du 29 mars 1993 relatif aux ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de la Loi sur l'Eau.

Loi sur les Installations Classées du 19 juillet 1976 et arrêté du 2 février 1998 relatifs aux rejets de toute nature des installations classées soumises à autorisation.

Maître d'ouvrage / Partenaires

Communauté de Communes / Communes / Privés / DRIRE / Agence de l'Eau / Police de l'Eau (DDAF)

Programme d'actions

🔧 Affiner le recensement des sources ponctuelles de pollution

- Recensement de tous les établissements industriels et artisanaux en commune

🔧 Identifier les points de rejets et la nature des polluants émis

- Raccordement ou non au réseau d'assainissement communal (avec ou sans convention)
- Rejets dans le milieu naturel : identification du milieu récepteur et du point de rejet, modalités de rejet, nature et quantité des polluants émis

🔧 Supprimer les sources de pollution et les sources de risques identifiées

Moyens à mettre en oeuvre

- **Enquête** en commune puis enquête ou entretien avec chaque responsable d'établissement susceptible de rejeter dans le milieu naturel
- **Surveillance régulière** du linéaire afin de repérer les éventuels nouveaux rejets
- **Sensibilisation et responsabilisation** des propriétaires privés et des entreprises riveraines.

Echéancier et priorités

	Année de mise en oeuvre	Fréquence
Recensement et enquêtes	2 ^{ème}	Tous les 2 ans (actualisation)
Surveillance du linéaire	2 ^{ème}	Tous les ans
Résorption des sources de pollution	2 ^{ème}	En continu

Action à mener sur l'ensemble des bassins versants.

Chiffrage des actions

Coût de fonctionnement de la cellule Rivière (Cf. fiche F.1)

Partenaires financiers potentiels

Agence de l'Eau / Conseil Régional

2.4 Maîtrise et traitement des rejets domestiques

Outil réglementaire

Directive européenne du 21 mai 1991.

Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et ses décrets d'application n°93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés par les décrets n°2006-880 et 2006-881 du 17 juillet 2006 relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration se rapportant à la protection de l'eau et des milieux aquatiques.

Décret N°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées.

Arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées.

Arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités de contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif.

Maître d'ouvrage / Partenaires

Communes / DDAF / Conseil Général (DDAR) / Agence de l'Eau

Moyens à mettre en oeuvre

L'application des **schémas d'assainissement** permet à terme de résorber les pollutions de type domestique en :

- améliorant le taux de raccordement,
- fiabilisant les unités de traitement existantes (réhabilitation ou extension des unités),
- diagnostiquant les installations anciennes existantes,
- réhabilitant les installations anciennes fortement polluantes.

Chiffrage des actions

Chiffrage établi dans le cadre des schémas d'assainissement et des avants projets de travaux.

Echéancier et priorités

Echéancier et priorités établis dans le cadre des schémas d'assainissement.

Action à mettre en œuvre sur l'ensemble des bassins versants.

Partenaires financiers potentiels

Agence de l'Eau / Conseil Général / Communes / Communauté de Communes

2.5 Maîtrise et traitement des effluents vinicoles

Outil réglementaire

Mesure B14 du SDAGE : " (...) l'objectif général est de diminuer fortement les rejets organiques et azotés et d'éliminer le plus rapidement et complètement possible les rejets toxiques ".

Mesure B16 du SDAGE : " (...) des programmes de lutte contre la pollution des effluents seront engagés par les chais de vinification (...) conformément aux dispositions réglementaires. Dans les zones de forte production, il est recommandé à l'Agence de l'Eau et aux organismes professionnels de coordonner leurs actions dans le cadre de programmes pluriannuels départementaux ".

Article L 232-2 du Code Rural interdisant le déversement dans les eaux superficielles de toute substance nuisible

Règlement Sanitaire Départemental.

Décret du 29 mars 1993 relatif aux ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de la Loi sur l'Eau.

Loi sur les Installations Classées du 19 juillet 1976 et arrêté du 2 février 1998 relatifs aux rejets de toute nature des installations classées soumises à autorisation. (Rubrique 2251).

Qu'elle que soit l'importance des chais, tout déversement de substance nuisible dans les eaux superficielles est interdit.

Maître d'ouvrage / Partenaires

Propriétaires de chais / CG33 / Agence de l'Eau / Chambre d'Agriculture de Gironde / DDAF / Communauté de Communes.

Programme d'actions

Traitement des effluents vinicoles (Cf. guide pratique réalisé par l'Agence de l'Eau et Chambre d'Agriculture, en annexe).

Moyens à mettre en oeuvre

Surveillance et suivi des rejets au niveau de chaque chai (cf. rôle du technicien de rivière).

La mobilisation des producteurs et propriétaires de caves vinicoles doit être générale pour espérer un résultat tangible. Elle passe par un véritable **programme de sensibilisation** que peut initier la Communauté de Communes sur l'ensemble du bassin versant en collaboration avec la Chambre d'Agriculture, les syndicats viticoles ou l'Agence de l'Eau.

Chiffrage des actions

Programme d'information et de sensibilisation : coût de fonctionnement de la cellule Rivière (Cf. fiche F.1)

Création d'unités de traitement des effluents : Cf. guide pratique sur les effluents vinicoles en annexe.

Partenaires financiers potentiels

Agence de l'Eau, Conseil Régional d'Aquitaine, Conseil Général de Gironde, DDAF.

2.6 Mise en place d'une protection rapprochée des cours d'eau

Outil réglementaire

Mesure A8 du SDAGE : " Il est recommandé que les ripisylves et boisements riverains soient maintenus car ils sont nécessaires à (...) l'épuration des eaux en provenance des bassins versants (...) "

Plans d'Occupation des Sols : possibilités de classement des espaces riverains en emplacements réservés + clauses particulières à intégrer dans le cadre du règlement des sols.

Maître d'ouvrage / Partenaires

Propriétaires exploitants / Communauté de Communes / Communes

Programme d'actions

↳ **Limitier les apports diffus** par le maintien ou l'implantation d'une bande végétalisée aux abords des cours d'eau.

↳ **Freiner les érosions** de berge par le maintien d'une ripisylve saine, adaptée et en bon état (cf. programme de restauration et d'entretien).

↳ **Disperser les rejets** d'eaux de ruissellement par l'aménagement de banquettes d'absorption perpendiculaires au sens d'écoulement des eaux (cf. fiche 1.6).

Moyens à mettre en oeuvre

Sensibilisation des propriétaires riverains, céréaliers et viticulteurs.

Préservation et entretien de la ripisylve (cf. programme pluriannuel d'entretien et de restauration).

Plans d'Occupation des Sols : possibilités de classement des espaces riverains en emplacements réservés + clauses particulières à intégrer dans le cadre du règlement des sols.

Echéancier et priorités

Moyen terme

Partenaires financiers potentiels

Fédération Départementale de Pêche, Agence de l'eau, Conseil Général, Conseil Régional.

3. PRESERVER ET VALORISER LA QUALITE BIOLOGIQUE DES COURS D'EAU

3-1 Préserver la diversité des habitats et mettre en place une gestion piscicole adaptée

Outil réglementaire

Le Schéma Départemental à Vocation Piscicole sert de cadre global pour définir les priorités piscicoles en Gironde.

Maître d'ouvrage / Partenaires

Maître d'ouvrage et support technique et scientifique du programme : Fédération de pêche / CSP

Partenaires : Communauté de Communes / propriétaires riverains / Conseil Général Gironde / Agence de l'Eau Adour-Garonne.

Le partenariat entre le milieu de la pêche, les institutions locales et les personnes privées est l'enjeu principal de réalisation effective d'une bonne gestion halieutique du cours d'eau.

Programme d'actions

L'objectif principal qui se dégage de la présente étude, est de maintenir le potentiel halieutique existant (peuplement piscicole naturel).

- Orienter les actions vers une **gestion de type patrimoniale**

- **Mise en valeur halieutique** du fait d'un fort potentiel (lamproies, anguilles...)

- **Préserver la diversité** des habitats

- . privilégier les techniques douces d'entretien de cours d'eau
- . maintenir ou planter (si besoin) une couverture végétale en bordure de cours d'eau (ripisylve), qui constitue des zones d'abri et de nourrissage pour les poissons,
- . intervenir de façon ponctuelle et adaptée sur le lit du cours d'eau, afin de préserver les éventuelles zones de fraie.
- . assurer le franchissement des poissons au niveau des ouvrages afin de maintenir ou rétablir les possibilités de circulation des poissons : à examiner au niveau des moulins, des ouvrages de régulation, des obstacles en travers des cours d'eau).

Moyens à mettre en oeuvre

Création et conduite d'un plan de gestion éventuel : techniciens de la fédération départementale de pêche de la Gironde et du Conseil Supérieur de la Pêche (CSP)

Mise en œuvre du plan de gestion éventuel : AAPPMA à créer »

Echéancier et priorités

A moyen terme

Partenaires financiers potentiels

Prise en charge financière de la réalisation du Plan de Gestion par la Fédération Départementale de Pêche

Financeurs potentiels : Fédération Départementale de Pêche, Agence de l'eau, Conseil Général...

3.2 FAVORISER LA PRATIQUE DE LA PECHE

Outil réglementaire

Le Schéma Départemental à Vocation Piscicole (SDVP en cours) sert de cadre global pour définir les priorités piscicoles en Gironde.

Le **Plan Départemental de Développement du Loisir Pêche (PDLP)**, conduit par la Fédération Départementale de Pêche, a pour objectif de développer la pêche de loisir, en offrant des modes de pêche diversifiés et adaptés à chaque situation.

Maître d'ouvrage / Partenaires

Maître d'ouvrage et support technique et scientifique du programme : Fédération de pêche / AAPPMA/ CSP

Partenaires : Communauté de Communes / propriétaires riverains / Conseil Général Gironde / Agence de l'Eau Adour-Garonne.

Programme d'actions

Deux orientations peuvent d'ores et déjà être identifiées :

- Faciliter la pêche en améliorant les possibilités d'obtention des droits de pêche et surtout en rendant les berges du cours d'eau plus accessibles (acquisitions foncières, servitudes de passage).
- Acquisition foncière d'une bande le long de la rivière au moins en zone urbaine et périurbaine

Moyens à mettre en oeuvre

Conduite du plan : techniciens de la fédération départementale de pêche de la Gironde et du Conseil Supérieur de la Pêche (CSP)

Mise en oeuvre d'un plan de gestion éventuel : AAPPMA à créer

Echéancier et priorités

A moyen terme

Partenaires financiers potentiels

Fédération Départementale de Pêche, AAPPMA, Conseil Général...

4. REDONNER A LA RIVIERE UNE PLACE DANS LE CADRE DE VIE DES HABITANTS DU BASSIN VERSANT

4.1 Organiser la découverte du patrimoine naturel et paysager du bassin versant

Maître d'ouvrage / Partenaires

Communes / Communauté de Communes / Conseil Général de Gironde

Echéancier et priorités

Long terme.

Programme d'actions

Mise en place de parcours de découverte des paysages du bassin versant depuis les zones viticoles, en amont, jusqu'au marais des bords de Garonne, en aval.

NB : certains cheminements auraient été initiés en 2006.

Mise en réseau des richesses et des potentialités des différentes communes

4.1.1. Valorisation des marais

- Objectifs

- Restaurer la qualité biologique d'une partie du marais
- Se doter d'une « fenêtre » sur le fleuve et valoriser le patrimoine bâti du marais
- Etablir une liaison entre le bourg de Paillet, le marais et la Garonne

- Actions projetées

- Acquisition éventuelle de terrains en bordure du lit du cours d'eau
- Aménagement et valorisation d'une fenêtre sur la Garonne au niveau de la confluence:
 - . réhabilitation des espaces boisés environnants,
 - . aménagement d'un espace public : création d'une aire de pique-nique.
- Création d'un cheminement depuis le bourg jusqu'à la Garonne.
- Création d'un cheminement en pied de digue.

- Moyens à mettre en oeuvre

- Préalable indispensable : maîtrise foncière des terrains riverains de l'Artolie en bordure de Garonne ou mise en place de conventions de passage avec les propriétaires
- Création d'une ZPENS sur la zone de marais (élaboration d'un plan de gestion)
- Etude de faisabilité technique pour la réhabilitation du marais et la création du cheminement (au niveau cadastral)

- Avant-projet détaillé à confier à un paysagiste pour l'aménagement de l'espace public en bordure de Garonne.

4.1.2. Cheminement le long du lit mineur

- Objectif

Valorisation de l'Espace Rivière en secteur urbain et organisation de la découverte de milieux diversifiés tant d'un point de vue écologique que paysager : prairies humides et domaines viticoles et ses châteaux en amont, secteur boisé sur le zone centrale (présence de tritons, batraciens...)...

- Actions

Création d'un cheminement (ou usage de la servitude) et traitement paysager et aménagement des berges : réhabilitation du patrimoine arboré et renforcement de la ripisylve dans les secteurs défrichés (en préservant la vision de la rivière)

- Moyens à mettre en oeuvre

Extension de la servitude de passage : acquisition des berges et mise en emplacement réservé.

Concertation et mise en place de conventions de passage avec les propriétaires

4.1.3. Création de liaisons intercommunales

- Objectif

Découverte d'un patrimoine naturel et bâti diversifié mettant en réseau :

- les différentes communes du bassin versant
- des milieux naturels tels que la forêt, le domaine viticole et son bâti, les centres bourgs, le marais et la fleuve autour d'un même fil conducteur : les cours d'eau du bassin versant,

- Actions

- Création d'une boucle locale au sein du marais.

- Création d'une boucle locale permettant de découvrir le secteur Nord du bassin de l'Artolie mêlant le paysage forestier et viticole.

- Moyens à mettre en oeuvre

Contraintes foncières fortes compte tenu du statut privé des terrains : la création de liaisons intercommunales à partir des cheminements nécessite la mise en place de conventions de passage avec les propriétaires et une bonne concertation avec les usagers.

OBJECTIF F « FONCTIONNEL »

FAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES UNE INSTANCE FEDERATRICE

CONSTAT ET ENJEUX

Une Communauté de Communes partagée entre des préoccupations d'urgences (résolution de problèmes ponctuels sur les ouvrages et les cours d'eau) et des préoccupations plus globales sur le moyen et long terme (entretien pluriannuel des cours d'eaux, valorisation, sensibilisation).

Un état des lieux dressé par la présente étude qui, rapidement, sera à réactualiser pour demeurer un outil de pilotage et de décision efficace.

BUT DES INTERVENTIONS

- Faire de la Communauté de Communes du Vallon de l'Artolie :
 - une instance fédératrice pour la mise en oeuvre du plan d'actions,
 - une entité institutionnelle pour mobiliser des partenariats financiers (Agence de l'eau, Conseil Général, Conseil Régional...),
 - un interlocuteur privilégié des usagers (propriétaires riverains, pêcheurs, associations locales du cadre de vie) et des acteurs du développement économique du bassin versant.
- Se doter d'outils techniques de suivi et d'évaluation du programme d'actions établi
- Mise en réseau (voire en commun) des moyens techniques ou humains entre les différentes structures intercommunales

ACTIONS

F1 Se doter de compétences techniques : le technicien rivière

F1. Se doter de compétences techniques

Outil réglementaire

Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 codifiée dans les articles L214-1 et suivants du Code de l'Environnement et plus particulièrement l'**article L211-7**.

Loi relative au renforcement de la protection de l'environnement du 2 février 1995.

Mesure A 16 du SDAGE relative à l'entretien des cours d'eau.

Maître d'ouvrage / Partenaires

Communauté de Communes

Aide technique : Conseil Général / cellule CATER

Programme d'action

Recrutement d'un technicien rivière.

Moyens à mettre en oeuvre

▪ Profil de recrutement du technicien rivière

- Niveau bac + 2 à bac + 4 (formation gestion et maîtrise de l'eau).
- Fortes capacités relationnelles afin d'assurer un dialogue permanent avec les gestionnaires, les riverains et les usagers.
- Capacités d'observation et de diagnostic sur le terrain.
- Capacités de hiérarchisation des problèmes en fonction de l'état des cours d'eau et des différents usages.
- Capacités d'encadrement et de suivi de travaux

▪ Rôles et responsabilités

- Surveillance et suivi continu de l'état des cours d'eau : localisation des points d'encombres, surveillance de l'état des berges, de la ripisylve et de l'évolution des atterrissements, suivi de l'état des ouvrages,
- Conception, programmation et hiérarchisation des travaux d'entretien : reconnaissance du linéaire à traiter, définition des modalités de restauration et d'entretien techniques et financières, rédaction du CCTP des travaux...
- Assistance technique pour le choix des entreprises, surveillance des travaux,
- Information, sensibilisation des riverains sur la nature des travaux effectués,
- Animation de la "cellule rivière" :
 - . Coordination entre les délégués des différentes communes,
 - . Coordination entre la Communauté de Communes et les différents partenaires techniques et financiers,
 - . Coordination entre la Communauté de Communes et les entreprises chargées des travaux et le maître d'oeuvre.
- Interventions ponctuelles et simples (dégagement des ouvrages encombrés par exemple.)

Echéancier et priorités

Dès la mise en place du programme d'actions.

Chiffrage du poste de technicien de rivière

Option 1

1 technicien de rivière intervenant uniquement sur des opérations d'urgence simples. Les travaux d'entretien et de restauration courants sont réalisés par des entreprises extérieures

	Coût annuel total (Euros H.T.)
Fonctionnement	35 000
Investissement matériel	15 000
TOTAL pour la première année	50 000

Option 2

1 technicien de rivière encadrant une équipe composée de 3 agents d'entretien type emploi-jeune ou CES et réalisant la majeure partie des travaux d'entretien et de restauration (sauf opérations bien spécifiques)

	Coût annuel total (Euros H.T.)
Fonctionnement	100 000
Investissement matériel	20 000
TOTAL pour la première année	120 000

Partenaires financiers potentiels

Les partenaires financiers et les modalités d'aide sont indiqués en annexe.

Toutefois, ces deux options ne semblent pas adaptées au territoire de la Communauté de Communes :

- la première ne constituant pas une occupation à temps plein du poste,
- la seconde représentant des charges d'intervention trop conséquentes à l'échelle du territoire de la Communauté de Communes.

La solution qui pourrait être mise en place réside en un partenariat/convention avec d'autres structures proches, engagées dans la même démarche : SIBV de l'Ouille (qui vient de terminer son étude de bassin versant), Communauté des Communes des coteaux macariens (3° tranche de restauration à venir), et éventuellement le syndicat Lubert-Gaillardon vers Langoiran (étude de bassin versant à venir).

Il sera plus aisé pour la Communauté de Communes du Vallon de l'Artolie d'accepter un recrutement si il est mutualisé. A titre indicatif, cette mutualisation existe déjà en Entre-deux-Mers, dans le Médoc et dans le Blayais.

FINANCEMENT ET SUBVENTIONS

L'ensemble des financements et subventions attribuées dans le cadre du programme pluriannuel d'entretien est résumé dans le tableau ci-dessous :

Financier	Taux d'aide	Plafond	Particularité
Conseil Général	25 %		Restauration végétale
	50 %	40 000 Euros TTC à l'année	Valable sur le poste technicien rivière (salaire, charges, investissement sur le fonctionnement)
	35 % à 60 %		Travaux hydrauliques* (rénovation d'ouvrage, bassin de rétention...)
Conseil Régional	20 % HT des investissements 20 % pour poste T.R. (hors salaire)		Prévention – protection contre les crues Gestion des étiages
	20 % HT de l'opération	80 % du montant de l'opération	Restauration – entretien des cours d'eau
Agence de l'Eau	50 %	250 Euros HT / jour 80 % du financement public	Restauration – entretien des cours d'eau (conditions de technicien de rivière)**
	50 %	40 000 Euros TTC à l'année	Valable sur le poste technicien rivière (salaire, charges, investissement sur le fonctionnement)

* La rénovation des ouvrages ne comprend que l'ouvrage (buse ou tête de part et d'autre) et non la réfection de la chaussée.

Précisons également, que le taux de 35 % peut être réévalué à 60 % pour un bassin de rétention sous les conditions suivantes :

- existence d'une étude complète de bassin versant de moins de 8 ans,
- nécessité d'une étude hydraulique spécifique (calculs hydrologiques et dimensionnement du bassin),
- mise en œuvre de mesures de prévention du phénomène de ruissellement (bandes enherbées...),
- élaboration d'un dossier au titre de la Loi sur l'Eau.

Les études énoncées ci-dessus peuvent être également subventionnées par le Conseil Général à un taux de 40 %, (montant plafonné de l'étude à 15 000 Euros H.T).

** conditions demandées au Maître d'Ouvrage :
- suivi annuel du cours d'eau,
- suivi des travaux,
- contact avec les partenaires.

Les modalités d'attribution de ces aides sont détaillées en annexe.

FIGURE

LOCALISATION DES TRONÇONS ET DES TRAVAUX

ANNEXES

ANNEXE 1

GUIDE PRATIQUE AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE – CHAMBRE D'AGRICULTURE

ANNEXE 2

MODALITES D'INTERVENTION DU CONSEIL GENERAL ET DU CONSEIL REGIONAL EN FAVEUR DES CHAIS VITICOLES

ANNEXE 3

GUIDE TECHNIQUE DE L'ENTRETIEN REGULIER DES RIVIERES (PAGE DE GARDE POUR REFERENCE)

ANNEXE 4

PROGRAMME D'ENTRETIEN ET DE TRAVAUX DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE
